

TRIBUNAL DE POLICE
de Ruhengeri

Registre des affaires jugées
N° 91
Registre d'écrou

DOSSIER JUDICIAIRE.

PRÉVENUS : NZARUBARA

PRÉVENTIONS : homicide involontaire
(art. 52 et 53 du C. P. L. II)

TÉMOINS :



Jugement du 30-9-1952
Demande de révision du :

PEINES.

S. P. P. : deux mois
FRAIS : 45 Frs.
Délai : deux mois
C. P. C. : 4 fois
AMENDE : Frs.
Délai : deux mois
S. P. S. :
DOMAGES-INTERETS : Frs. 500 fr
Délai : 6 mois
C. P. C. : 20 fois

Mandat d'arrêt du 19-8-1952

EXÉCUTION.

Entré en détention le 19-8-1952
Sorti le
Payé lequittance n°.....

Entré le
Sorti le
Payé lequittance n°.....

Entré le
Sorti le
Payé lequittance n°.....

Entré le
Sorti le

Feuille d'audience et de jugement.

Nous soussigné

Gouvin R. J.

siégeant comme Juge de Police en audience publique à

Rubengui

le 30 Septembre 1952

en cause du M.P. contre le nommé NZARUBARA, mulâtre - congolais,

fils de Nkafizi (+) et de Nzirabukoro (+), domiciliés à la colline Mataba, sous-def Kimanzi, chef-lieu de Bibiki, territoire de Rubengui.

prévenu d'avoir à Mataba le 19 août 1952

commis, par défaut de brièveté ou de brièveté, puis sans intention d'attenter à la personne d'autrui, un homicide involontaire sur la personne de la propre femme par son intervention illégitime pour faciliter l'accomplissement; fait prévu et puni par les art. 52 et 53 du C.P. L.II.

Nous avons été assisté de

Le prévenu est présent; il comparait

(volontairement), (sur citation), (sur sommation verbale).

Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé

Q: Reconnaissez-vous avoir provoqué la mort de votre femme par votre intervention directe pour l'accomplissement?

R: Oui c'est exact.

Q: Vous n'avez aucun droit pour intervenir dans ce domaine; vous êtes incompétent; pourquoi avez-vous voulu participer?

R: Ma femme s'est sentie soudainement très mal. Il n'y avait pas de temps à perdre. Je ne pouvais l'abandonner pour me mettre à la recherche d'un médecin qui m'aurait aidé à la transporter au dispensaire de Mataba. Ma femme me remémorait pas à la détresse des enfants déclarés: pour moi et venait énormément de sang. Je devais l'aider; devais-je rester passif et la regarder mourir? Elle s'est évanouie de mort. Elle s'est déjà accomplie petit à petit précédemment. C'est ce que j'ai vu. C'est pourquoi j'ai voulu l'aider.

Je me suis adressé à la connaissance BARAYAVUGA pour ainsi dire la femme de Nzirabukoro, qui réside comme habit à nos parents:

Q: Reconnaissez-vous la brièveté de la déclaration de

R: Nzirabukoro

Oui, c'est exact.

Nous avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même.

Le système de défense consiste à dire que

Au nommé Semirino frère de la précédente, beau-frère de Defacubana, représentant la famille de la victime.

Q: Semirino, vous réclamez des dommages et intérêts du fait de votre frère, à l'égard de la vie dans les circonstances?

R: Oui, je demande la somme de 5000 fr - (la revisant) 10.000 fr, en compensation d'une somme de 2000 fr.

Q: Votre beau-frère a déjà beaucoup souffert, d'autant plus qu'il a vu avec la conviction de payer la vie de sa femme, de votre frère. L'existence dans ces conditions que s'il n'est pas présente une somme de 5000 fr à titre de dommages et intérêts n'est pas suffisant.

R: Oui, c'est exact.

Attendu qu'il résulte des débats à l'audience que le prévenu s'est rendu coupable d'homicide involontaire en intervenant illégalement dans l'accouchement de sa femme.

Le condamné du chef d'homicide involontaire fait preuve en considération de la mort de sa femme et les pertes matérielles qui résultent des soins au moment de cette intervention.

Attendu que le minimum de peine qui doit être la loi pour l'acte est de 10 ans.

Le condamné Le renvoyons des poursuites du chef d'homicide involontaire.

Soit au total à deux mois jours de servitude pénale principale,

à une amende de francs, ou en cas de non paiement de cette amende

dans le délai de jours, à jours de servitude pénale subsidiaire,

Aux fins des frais du procès s'élevant à cinquante cinq francs, ou en cas de non

paiement de ces frais dans le délai de dix jours, à dix jours de contrainte par corps.

En statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé Nzarubera

à payer au nommé Semirino, représentant la famille de sa femme, la somme de cinq cents francs à titre de dommages et intérêts, faute de s'exécuter dans le délai de dix jours à dix jours de contrainte par corps.

Prononçons la confiscation de (ou la main levée de la saisie).

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à

le 30 septembre 1982

Le Juge de Police,

Etat des frais

P. V. O. P. J.

Citations

Audience

Jugement

Total : francs

Territoire

du RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI

GEWEST

N° 3021 / 1952. I. 29/11/52.

Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

In het antwoord vermelden:
nummer en dagtekening.

Réponse au n°
Antwoord op n°

du 19
van

ANNEXE
Bijlage

OBJET :
Voorwerp :

Aff.: KANUNDA

1952. I. 29/11/52.

Minutée par :

Geminuteerd door :

Copiée par :

Afgeschreven door :

Collationnée par :

Gecollationneerd door :

Reçue le :

Ontvangen de :

Il s'agit d'un cas de meurtre commis par un
tence et l'ingestion de l'acide ricinital en cause d'acte
Infraction : meurtre d'un homme (52-11-11.11)

Il s'agit d'un cas d'infraction d'acte de guerre, condi-
tions qui doivent être prises pour que l'infraction
puisse être considérée comme telle.

Le cas ne relève pas de la loi de 1911.
Le cas est soumis à l'appréciation personnelle et regard aux
circonstances spéciales :

- 1) L'infraction doit être considérée comme telle que le pré-
venu était tenu de se défendre avec succès dans une
accusation de meurtre.
- 2) Le meurtre de l'homme est considéré comme tel et une sanction
rigoureuse.
- 3) La situation de la loi est considérée comme telle.

Veillez à ce que les lois de 1911 soient appliquées dans les
opérations.

Je vous prie de bien vouloir vous adresser à
la prison de votre office.

LE GOUVERNEUR DU TERRITOIRE

Ch. de la,



A Monsieur le Procureur de la Prison de la Prison

RUHengeri

4

RUANDA-URUNDI
SERVICE DE L'HYGIENE
SECTEUR DE RUHENGERRI.

N° 230/Just.

PROCES-VERBAL.

L'an mille neuf cent cinquante deux le vingtième jour du mois de août 1952

Nous, Docteur F. LANDRAIN, Médecin du Gouvernement à Ruhengeri dûment requis par Monsieur NEVEJANS Daniel O.P.J. à Ruhengeri, par sa réquisition du dix-neuvième de ce mois,

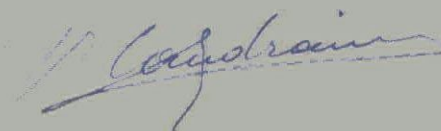
Après avoir prêté serment "je jure d'accomplir ma mission en honneur et conscience",

Déclarons avoir procédé le 20/8/52 à l'autopsie de la nommée BARAKAGIRA et avoir constaté ce qui suit :

- 1) A la vulve, grande ouverte, apparaît le foetus dont on aperçoit le bras gauche, la partie supéro-antérieure du front et à l'endroit de l'épaule ~~gauche~~ un trou ou se trouve normalement l'épaule droite, celle-ci est arrachée ainsi que la clavicule et l'omoplate.
- 2) A l'incision de la paroi abdominale apparaît directement à la vue une jambe du foetus au milieu des anses intestinales.
- 3) le Foetus retiré par la voie abdominale fait découvrir une large déchirure de l'utérus au niveau de son ~~insersion~~ avec le vagin, ouverture par laquelle le foetus et le placenta sont passés dans la cavité abdominale.
- 4) La rupture de l'utérus a été provoquée très probablement par les manoeuvres brutales et intempestives de "L'accoucheur
- 5) Cette rupture utérine a provoqué la mort de la nommée BARAKAGIRA par hémorragie interne.

Fait à Ruhengeri, le 23 août 1952.

Le Médecin de l'Hôpital,
Dr. F. LANDRAIN.



Résidence : Rwanda

Territoire : Rutengeri

P. V. — No 163/Rw.

Transmis à Monsieur le
..... le 195

Le Commissaire de Police

L'Officier de Police Judiciaire

PRO JUSTITIA

Date d'arrestation : 19/8/52

L'an mil neuf cent cinquante deux le dix-huitième jour du mois

de août vers 11 heures.

Devant Nous NEVEJANS Daniel Commissaire de

Police Officier de Police judiciaire, à compétence générale,

à Rutengeri, comparait 1 2 nommé Helef KIMONGI

fils de Ndangwa/+ et de Nyirakumba/+ originaire
de la colline Jenda, Mayaga en territoire de Nyanga.
Ru, actuellement Helef de la colline Mataba, chef de
Libari, territoire de Rutengeri, qui après avoir prêté
serment, déclare ce qui suit : il était - comparait
seul.

D: Je viens vous déclarer que le nommé Nzarubara a causé la mort de sa femme lors
de l'accouchement de cette dernière en
pratiquant des manœuvres obstétricales
dépendues à un indigne. La femme
départ accouché le 19 août 1952. Au
lieu d'emmener sa femme au dispensaire de
Muramba comme je la lui avais ordonné,
il a tenté de délivrer l'enfant lui-même.
Nzarubara a tiré le bras de l'enfant, les
os s'étaient brisés. Ayant constaté que
l'enfant ne voulait pas sortir, Nzarubara
a coupé le bras de l'enfant. La femme
et l'enfant sont décédés immédiatement.

Q: Nzarubara avait-il déjà pratiqué
des manœuvres obstétricales auparavant
sur d'autres femmes?
R: Je ne le sais pas.

Prévenu :

NZARUBARA

Prévention :

1/propension illégale
de violence
et mort involontaire

Plaignant :

Barayanga.

Objets saisis :

Observations :

Q: Que savez-vous au sujet de Nzambara, son comportement, son travail, son caractère ?

R: Nzambara était gardien de l'hangar des mûres. C'était un homme malhonnête. Il buvait beaucoup et était souvent ivre.

Cela paraît la nommée BARAYAVUGA, fille de de Nimbirima /uf et de Nyanabubuka / originaire de la colline Rutaki, chef de Pukanya, serviteur de N-Lempereur, résidant à la colline Nataba, chef de Kibali, serviteur de N-Lempereur, qui après avoir prêté serment répond comme dit à nos questions / paraît seule-
illette /

Q: Que savez-vous au sujet de la mort de la nommée Barayavuga ?

R: Barayavuga est ma sœur. Nzambara m'a fait appeler le 18/8/52. J'y suis allée le mardi matin.

Je suis allée au moment où il coupait le bras de l'enfant avec un couteau indigène. Immédiatement après la coupe s'est levée ainsi que l'enfant. Je suis allée prévenir le sous-chef.

Q: Nzambara a-t-il déjà pratiqué des pratiques
obscures au paravant ?

R: Je n'en fais rien.

Résidence :

Territoire :

P. V. — No.

..... le 195

Le Commissaire de Police

L'Officier de Police Judiciaire

PRO JUSTITIA

2/

Prévenu :

Date d'arrestation :

L'an mil neuf cent..... le jour du mois

de vers heures.

Devant Nous Commissaire de

Police — Officier de Police judiciaire, à compétence générale,

à , comparait 1^{er} nommé NZARUGARA, fils
de Mafigi (+) et de Nyirabuhoro (+) ouvrier
de la colline Pignye, chefferie Kibay, territoire
de Rubenya, résidant à la colline Mataba,
même chefferie, profession : cultivateur
et gardien du temple femmes à Mataba,
qui répond comme suit à nos questions
Preliminaire - comparait seul !

Prévention :

Plaignant :

Q: Reconnaissez-vous avoir le 19/5/52,
à Mataba, en employant des manœuvres
obstétricales, causé la mort de votre femme ?

R: Oui, je le reconnais.

Q: Vous savez bien que les manœuvres ne
peuvent être pratiquées que par un médecin ?

Objets saisis :

R: Oui.

Q: Comment avez-vous opéré ?

R: Ma femme était sur le point d'accoucher.
Le bras de l'enfant est sorti, j'ai constaté
que l'enfant était déjà mort, j'ai voulu
sauver ma femme en libérant l'en-
fant. j'ai coupé le bras qui était sorti
avec un couteau indigène. j'ai senti de

Observations :

sortir l'enfant mais en vain. Une femme est morte
entièrement.

Q: Comment Lany. bon que l'enfant était mort?

R: J'ai touché le bras et j'ai senti que l'enfant
ne réagissait pas, ne bougeait pas.

Q: Okay - bon déjà opéré de cette façon auparavant?

R: Non, j'ai bien aidé deux fois à accoucher
une femme, seulement les deux premières fois, ma
femme a accouché d'un enfant vivant.

Q: Okay - bon autre chose à ajouter pour votre déclaration?

R: Je n'ai pas voulu tuer une femme, seulement
je regrette d'avoir voulu moi-même faire cette opé-
ration au lieu de me rendre chez le docteur. Je
demande qu'on ait pitié des orphelins. J'ai encore
six enfants mineurs dont l'aîné a 15 ans et le
plus jeune quelques mois (12 mois environ).

Je jure que le témoin J.V.
est sincère.

J.O.P.J.

NEPOTANT.

Réquisition à Expert et Prestation de Serment.

L'an mil neuf cent cinquante deux,
le dix neuvième jour du mois de AOUT

Devant Nous, NE VEJANS Daniel
P.J.
Officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance d'Usumbura à KIGALI
, résidant à Ruhengeri

A comparu Monsieur (1) LANDRAIN Fernand, Médecin Colonie

résidant à Ruhengeri

requis par Nous aux fins de prêter son Ministère comme Médecin

dans l'affaire à charge du nommé NZARUBARA

R. M. P. N.

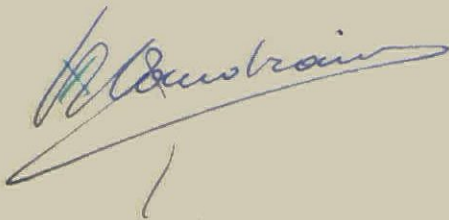
Nous lui avons donné pour mission : « déterminer les causes de la mort de la nommée

BARAKA GIRA.-

Le comparant a accepté cette mission et a prêté entre nos mains le serment de la remplir et faire son rapport en Honneur et Conscience.

De tout quoi, nous avons rédigé le présent procès-verbal.

Le Comparant,



~~L'Officier du Ministère Public,~~

L'OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE,
D. NE VEJANS, -



(1) Indiquer les nom, prénoms et profession de l'expert requis.



PRO-JUSTITIA

L'an mil neuf cent cinquante deux, le 20 jour du mois de septembre

Devant nous Ch. Laro

Officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance d'Usumbura

nous trouvant à Kigali a comparu NZARUBARA

P. Mafizi, m. Nyirabugoro, reg. de la colline Ruguru,
chefferie Kibale, Tont Rutengeri, résident à la colline Hatika,
même chefferie, vaillants et en l'ongue à l'homme.

qui par l'intermédiaire de l'interprète assermenté Nyirima Hhema

a répondu comme suit à nos questions, après avoir prêté serment (Article 12 du Code de Procédure Pénale)

Q. Reconnaissez-vous avoir causé le mal de votre femme
Baryanga en protégeant les manœuvres entreprises pour
l'évacuer ?

R. Je le reconnais.

Q. Où et quand cela s'est-il passé ?

R. À la colline Hatika, la demande avait mon entêtement
fr. l'U.P. (Note U.P. P. donc le 17.8.52)

Q. Quelles sont exactement les manœuvres par vos ordres protégées ?

R. J'ai essayé d'entraîner les soldats pour placer la tête de
Justice dans la bonne position mais j'ai été empêché par l'épouse,
c'est pour cela que je l'ai coupée. De même une femme
est morte et je n'ai pu continuer.

Q. N'avez-vous pas protégé d'autres manœuvres ?

R. Non.

Q. Pour entraîner les soldats avez-vous des ordres à coup de
armes ou autres effets ?

R. Où, j'ai vu les hommes la tête mais n'y ai pas réussi.

Q. Vous n'avez pas vu la femme de la victime et elle vivait ?

R. - Je venais de manger le repas

Q. - Quand est-ce que s'est produit l'accouchement

R. - J'étais au hangar - vers 20, 304. Mon fils Nkabege
est venu me dire que ma femme allait mourir et qu'elle venait
de faire un enfant. J'ai demandé au chef Kanyirizi l'autorisation de
partir. Il me l'a accordée. Quand je suis arrivé, une demi-heure
plus tard j'ai constaté que le bras du fœtus était déjà sorti.
J'ai fait la tentative d'accouchement vers 15, 304 du matin.

Q. - Pourquoi n'avez-vous pas conduit votre femme au dispensaire
de Mwaniki comme le chef Kanyirizi vous l'a demandé?

R. - Il ne m'a pas dit cela.

Q. - Pourquoi n'avez-vous pas appelé quelques-uns de vos amis
pour venir à l'aide pendant que vous étiez là du matin?

R. - Il y avait sept ou huit indigènes : une femme : Catherine et
un homme nommé Begere. Ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient
rien faire et qu'ils allaient aller chercher un autre médecin.
Ils m'ont dit qu'ils allaient aller chercher un autre médecin.

Q. - Pourquoi n'avez-vous pas fait l'introduction du fœtus lui-même
votre femme et ses amis?

R. - Je croyais réussir à l'accoucher comme j'avais réussi précédemment.

Q. - Mais vous savez que cette femme n'était pas dans le même état
de santé qu'avant puisqu'elle était au point que votre fils
a dû venir au monde qu'elle allait mourir?

R. - Non, je croyais qu'elle allait accoucher comme les autres.

De tout quoi, nous avons dressé ce présent procès-verbal aux jour, mois et an que dessus et :

avons donné lecture au comparant qui :

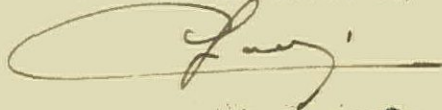
a signé avec nous

a déclaré ne pas savoir signer

L'interprète,

Le comparant,

L'Officier du Ministère Public,



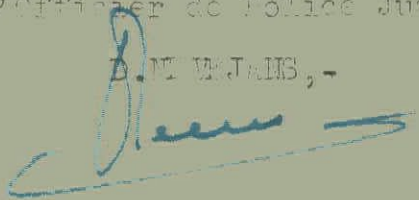
PROCES - VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent cinquante deux, le 14 Janvier jour
du mois d'Janvier. Nous, NEVEJANS Daniel, Officier de Police Judiciaire
à compétence générale, Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure
Pénale,
saisi le nommé NEVEJANS Daniel, fils de NEVEJANS Daniel et de NEVEJANS Marie
originnaire du Territoire de NEVEJANS chefferie NEVEJANS
sous-chefferie NEVEJANS colline NEVEJANS et résidant
à NEVEJANS, inculpé de NEVEJANS et attendu que l'in-
fraction commise par cet indigène est punissable de (1) plus de deux mois (2)
au moins six mois de servitude pénale et (1) qu'elle est flagrante ou réputée
telle (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous
l'avons fait conduire NEVEJANS

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.-

L'Officier de Police Judiciaire,

D. NEVEJANS, -



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 Km. du lieu où se
trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infrac-
tion.-

N.A.

Signalement :

RMP.2967/s.-

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

~~xx(Correctionnel)xx~~

Instance du RUANDA-Urundi, résidant à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

NZARUBARA, munyarwanda, muhutu, fils de Mafigi (ev) et de Nyirabuhoro (ev) originaire de la colline Bigugu, chefferie Kibali, territoire de Ruhengeri, résidant à la colline Mataba, même chefferie et territoire, veilleur d'un hangar à semences.-

prévenu de Homicide involontaire, articles 52 et 53 C.P.L.11.

infraction prévue par les art.s 52 et 53

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de plus de six mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit NZARUBARA

soit arrêté et conduit à la maison centrale de KIGALI

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à KIGALI, le 2 septembre 1952

L'Officier du Ministère Public.

CH. SACRE.-

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

5275. — Pour obtenir ce modèle rappelez le n° V. 33